

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3. — États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XI.

No. 51.

Prix du numéro, 7 centims. — Annonces, la ligne, 10 centims.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 16 DECEMBRE 1880

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée), à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

AVIS DE L'ADMINISTRATION

Nos abonnés savent que nos contributions sont pour argent comptant. Nous avons droit d'exiger d'eux \$3.50 au lieu de \$3 pour leur abonnement quand ils ne paient pas d'avance. L'année achève, et un grand nombre n'ont pas encore payé. Nous avons donc le droit de réclamer d'eux la somme de \$3.50. Mais nous voulons bien encore leur donner une chance de se racheter : qu'ils paient sans plus de délai et nous épargner le trouble d'envoyer un collecteur, et nous accepterons les \$3.00. On admettra que nous ne pouvons faire plus pour les obliger et leur donner les moyens de s'acquitter de ce qu'ils nous doivent.

On nous demande quelquefois de faire ceci, de faire cela, mais on oublie que, considérant la manière dont un grand nombre nous paient, nous aurions le droit de faire moins que nous ne faisons; nous donnons trop pour ce qu'on nous donne. Les journaux illustrés des autres pays comptant leurs abonnés par dizaines de mille, et publiant des annonces pour un montant considérable, sont dans des conditions bien différentes pour faire de grandes dépenses. Cependant, nous faisons plus qu'eux relativement. Nous nous proposons d'organiser un comité de collaborateurs, fort et populaire, et de faire certaines améliorations, mais il faut qu'on nous donne les moyens de faire ces changements dans l'intérêt du public. Nous espérons donc que ceux qui nous doivent vont se hâter de nous payer pour profiter de la réduction que nous leur offrons, et qu'ils vont nous envoyer d'autres abonnés afin de nous permettre d'opérer les réformes que nous avons en vue.

Les abonnés qui ont droit à la prime (c'est-à-dire ceux dont l'abonnement est payé jusqu'au 1er janvier prochain) et qui ne l'ont pas encore reçue, sont priés de nous en informer de suite.

LE CARDINAL JOHN-HENRY NEWMAN

Né à Londres en 1801, âgé par conséquent aujourd'hui de soixante dix-neuf ans.

Ancien ministre protestant et aujourd'hui l'une des lumières de l'Eglise catholique, un philosophe, un penseur et un théologien dont les ouvrages sont connus du monde entier. Après avoir combattu le catholicisme dans des écrits fameux, il attaqua le protestantisme, devint, avec le Dr Pusey, chef de la Haute Eglise, et finit par accepter graduellement les dogmes et les vérités de la religion catholique.

C'est en 1845 qu'il se sépara ouvertement de l'Eglise établie. Sa conversion produisit partout la plus vive sensation et blessa au cœur le protestantisme. Il prit l'habit ecclésiastique, se fit ordonner prêtre et fut nommé, en 1854, recteur de l'Université catholique de Dublin.

Depuis cette époque, il n'a cessé de parler et d'écrire pour la défense du catholicisme, et ses sermons ainsi que ses écrits ont produit une profonde impression, soulevé des discussions qui ont attiré l'attention du monde entier. On se rappelle la controverse qu'il soutint avec le cardinal Manning contre Gladstone, quand le célèbre homme d'Etat essaya de prouver que le syllabus était incompatible avec le progrès moderne et la loyauté du sujet anglais.

Les catholiques anglais étaient mal à l'aise, jamais on n'avait porté à leur foi des coups aussi dangereux.

Newman, ramassant tout ce qu'il avait de vigueur, d'éloquence et de science, fit en réponse à Gladstone un plaidoyer admirable dans lequel il s'efforça de démontrer que le syllabus, bien interprété, n'était pas ce qu'on disait, n'affectait pas les droits et les devoirs des catholiques comme sujets anglais, et n'était nullement incompatible avec les droits de la conscience et la liberté politique. Il alla même assez loin pour être accusé de libéralisme.

Pourtant, c'est grâce à ce libéralisme que Newman sauva la position des catholiques en Angleterre. On ne sait pas ce qui serait arrivé si personne n'avait répondu à Gladstone ou s'était borné dans ses réponses à parler de la soumission que les catholiques devaient à l'Eglise, sans montrer que cette soumission peut se concilier avec leurs droits et leurs devoirs de citoyens.

Aussi, cet homme, dont on avait osé dans ce pays suspecter l'orthodoxie, Léon XIII, reconnaissant les services qu'il a rendus à la religion, l'a fait cardinal, aux applaudissements du monde catholique. En sorte, qu'on peut maintenant le louer sans danger, sans s'exposer à être traité d'hérétique, au moins publiquement.

ÇA ET LÀ

M. Ernest Pacaud quitte la *Concorde* pour aller à Québec prendre la rédaction de l'*Electeur*. Il est peu d'hommes dans le pays qui savent faire un journal aussi bien que M. Pacaud.

Glossaire Franco-Canadien. — Tel est le titre d'un excellent petit ouvrage que M. Oscar Dunn vient de publier. C'est un vocabulaire ou recueil contenant les locu-

tiions vicieuses usitées au Canada. Inutile de dire que c'est bien fait.

On lit dans une correspondance intéressante publiée par M. J. E. Roy dans le *Journal de Québec* :

"L'année 1880, fera époque décidément dans l'histoire de la langue française au Canada. M. Tardivel a d'abord poussé le cri de guerre : *l'anglicisme*, *voilà l'ennemi!* M. l'abbé Caron et M. J. Gingras sont venus à la rescousse, chacun apportant des armes et des munitions. M. Oscar Dunn arrive aujourd'hui à son tour, et, pour être le dernier entré en lice, il n'en est pas le moins important."

Par inadvertance nous avons publié des notes qu'un ami nous avait envoyées relativement aux mines d'or de la Beauce. Pour comble de malheur, les épreuves de cette correspondance n'ont pas été corrigées. Aussi, les fautes typographiques abondaient. Par exemple, au lieu de M. J.-N. Sardon, il faut lire J.-N. Gordon.

Au lieu de \$705,540, lisez \$70,540.
Au lieu de 100 onces par jour, lisez 10 onces d'or par jour.

Au lieu de M. Bread, lisez M. Breed.
Au lieu de : "Le gouvernement a beaucoup fait en faveur des mineurs à sa dernière session, mais il lui reste encore beaucoup à faire," lisez : "Il lui reste bien peu à faire pour eux."

Plusieurs journaux, entr'autres la *Tribune*, ont parlé de la réception faite, il y a quelque temps, par les citoyens de St-Eustache, à l'hon. M. Chapleau, aux délégués et au Consul de France. Cette patriotique paroisse a prouvé une fois de plus qu'elle sait faire les choses. M. Globenski, le principal organisateur de cette belle démonstration, a présenté à M. Chapleau, au nom de la paroisse, une belle adresse, remarquable par les sentiments généreux de conciliation et d'union qu'elle renfermait. Il a démontré en termes chaleureux la nécessité de l'union et demandé à M. Chapleau de la faire dans l'intérêt de la province de Québec.

M. Globenski, dont les sentiments catholiques et patriotiques sont bien connus, est naturellement en faveur de l'union de ses compatriotes, et il n'a pas craint de dire ce qu'il pensait et ce que le peuple veut.

Plusieurs des discours qui ont été prononcés au déjeuner mériteraient d'être reproduits. M. le député Champagne, M. le notaire Champagne et le Dr Marcell ont fait honneur à St-Eustache.

Va-t-elle se faire enfin cette union dont on parle depuis si longtemps, que tous les hommes indépendants appartenant aux deux partis veulent et souhaitent ardemment ?

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

D'après le correspondant parisien du *Times*, M. Grévy, dans le conseil des ministres qui a été tenu après la séance de mardi, se serait écrié, en apprenant ce qui s'était passé à la Chambre :

Quoi ! à peine ai-je formé un cabinet qu'on me le brise dans les mains. Il est impossible de

gouverner un grand pays dans de telles conditions. Je refuse absolument d'accepter cette démission, et le cabinet s'est trop hâté de la rendre publique.

Vous devez attendre jusqu'à jeudi pour vous assurer du sentiment réel de la Chambre, et si, dans cette séance, la Chambre refuse un vote de confiance, j'appellerai M. Gambetta pour le charger de former un cabinet. S'il s'y refuse, je demanderai au Sénat de dissoudre la Chambre et j'en appellerai au pays.

Ces paroles, ajoute le correspondant du *Times*, furent aussitôt rapportées à M. Gambetta qui, s'apercevant dans quelle impasse allait le jeter une rupture si brusque, fit ses diligences pour conjurer le danger.

L'Avenir Diplomatique ayant insinué dernièrement, dans une note, apparemment communiquée, que M. de Freycinet avait été trompé par le Vatican, avec lequel il serait entré en négociation sur la promesse que les congrégations, demanderaient à être reconnues par l'Etat, M. de Blowitz se dit autorisé à faire les déclarations suivantes :

D'abord, du côté du Vatican, il n'a nullement été promis que les ordres religieux dusent solliciter l'autorisation, en second lieu, M. de Freycinet est complètement étranger à la note en question dont il n'a eu connaissance que par la voie des journaux.

Le correspondant parisien de la *Nouvelle Presse* de Vienne rend compte à son journal d'un entretien qu'il a eu avec M. Gambetta, le 8 novembre. La conversation a roulé principalement sur la politique des différents partis de l'Autriche-Hongrie. Relativement aux affaires intérieures de la France, nous n'y trouvons que le passage suivant, duquel il résulterait que M. Gambetta, la veille même de la rentrée des Chambres, ne prévoyait nullement une crise ministérielle.

M. Gambetta — dit le correspondant — n'a exprimé sa conviction que tout finirait bien et que le gouvernement aurait l'appui de la majorité, vu qu'il a exécuté avec énergie la volonté du Parlement. La Chambre acceptera le fait accompli et accordera au cabinet son approbation.

Depuis quelque temps, la presse allemande, et particulièrement la presse avancée, ont pour la France et son gouvernement des élans de tendresse dont nous sommes encore plus étonnés que ravis. Mais quelque puisse être le mobile secret auquel elle obéit, nous n'en devons pas moins constater le fait et en prendre acte, pour le lui rappeler, si jamais elle venait à se contredire. Ainsi, le correspondant berlinois de la *Gazette de Cologne* adresse à ce journal les réflexions suivantes :

M. le comte de Saint-Vallier, ambassadeur de France, fera une visite à l'empereur et à l'impératrice d'Allemagne, à Bade, avant de revenir à Berlin.

M. le comte de Saint-Vallier est un personnage estimé et aimé par la cour et par la société berlinoise. Il fera certainement tous ses efforts pour maintenir les bonnes relations qui existent actuellement entre la France et l'Allemagne, et tant que M. Waddington sera au pouvoir, ces relations ne seront pas troublées.

De son côté, la *Gazette de Woss* jette des coups d'encensoir, d'une main un peu lourde, au nez de MM. Grévy et Waddington. En parlant du premier :

Les Français, dit-il, avaient besoin d'un chef d'Etat paisible, laborieux et réservé. M. Waddington, président du conseil des ministres, est, après le président de la République, celui qui possède au plus haut degré ces qualités.